



21.077

Bundesgesetz über die Besteuerung von Leibrenten und ähnlichen Vorsorgeformen

Loi fédérale sur l'imposition des rentes viagères et des formes de prévoyance similaires

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.03.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.05.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.06.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.06.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Wermuth, Bendahan, Birrer-Heimo, Marti Samira)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Wermuth, Bendahan, Birrer-Heimo, Marti Samira)
Ne pas entrer en matière

Schneeberger Daniela (RL, BL), für die Kommission: Ihre Kommission hat dieses Geschäft an ihrer Sitzung vom 5. Mai 2022 beraten.

Am 26. September 2012 reichte die FDP-Liberale Fraktion die Motion 12.3814, "Stopp der Steuerstrafe in der Säule 3b. Bei Kapitalbezug den Ertragsanteil statt die Kapitaleinlage besteuern", ein. Diese verlangte für rückkaufsfähige Rentenversicherungen der Säule 3b die Besteuerung gemäss dem tatsächlichen Ertragsanteil. Davon betroffen waren gemäss Wortlaut der Motion der Rückkauf zu Lebzeiten und die Rückgewähr im Todesfall. Periodische Rentenleistungen sollten hingegen steuerlich weiterhin mit dem pauschalen Ertragsanteil erfasst werden.

Der Bundesrat beantragte am 14. November 2012, die Motion aus vornehmlich verwaltungsökonomischen Gründen abzulehnen. In seiner Stellungnahme stellte er jedoch in Aussicht, die Höhe der Pauschale für die Besteuerung von Leibrenten aufgrund des aktuell tiefen Zinsniveaus zu überprüfen. Der Nationalrat stimmte als Erstrat der Motion am 16. September 2014 zu. Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates sistierte als vorberatende Kommission des Zweitrates am 26. Januar 2015 die Behandlung des Vorstosses, da sie die vom Bundesrat in Aussicht gestellte Überprüfung abwarten wollte.

Am 29. November 2016 wurde der Bericht zuhanden der WAK-S fertiggestellt. Darin kam die Eidgenössische Steuerverwaltung zum Schluss, dass sich aufgrund des aktuell tiefen Zinsniveaus die geltende pauschale Regelung, wonach die Leistungen aus Leibrentenversicherungen zu 40 Prozent steuerbar sind, nicht weiter aufrechterhalten lasse. Insofern spreche die Motion 12.3814 in Zeiten niedriger Kapitalverzinsung ein Problem an, das es zu korrigieren gelte. Dabei stelle sich im Spannungsfeld von Einzelfallgerechtigkeit und Praktikabilität die Frage, wie weit die Abkehr vom Status quo gehen solle.





Am 18. Juni 2018 sprach sich die WAK-S für folgende Änderung des ursprünglichen Motionswortlauts aus: "Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament eine Änderung des Bundessteuer- (DBG) und des Steuerharmonisierungsgesetzes (StHG) zu unterbreiten, um eine an die jeweiligen Anlagebedingungen angepasste Flexibilisierung des pauschalen Ertragsanteils auf sämtlichen Leistungen (periodische Leistungen, Rückkauf, Rückgewähr) aus Leibrenten und Leibrentenversicherungen zu erwirken." Sie hielt in ihrem Bericht an den Ständerat fest, dass eine effektive Berechnung nach dem finanzmathematischen Modell bezogen auf die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit an sich die beste Lösung wäre, weil sie den Umständen des Einzelfalls gerecht würde. Mit Beschluss vom 3. April 2020 beauftragte der Bundesrat das Eidgenössische Finanzdepartement, ein Vernehmlassungsverfahren zum Bundesgesetz über die Besteuerung von Leibrenten und ähnlichen Vorsorgeformen durchzuführen.

Ihre Kommission ist mit 15 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen auf die Vorlage eingetreten und hat ihr in der Gesamtabstimmung mit 19 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt, ohne Differenzen zum Ständerat zu schaffen. Sie schliesst sich den vorgehenden Argumenten an, wonach Leibrenten und ähnliche Vorsorgeformen der Säule 3b bei der aktuellen Zinslage zu hoch besteuert würden und es überfällig sei, das Besteuerungsniveau anzupassen. Ausserdem sei die Anpassung an das Zinsniveau eine flexible und angemessene Lösung. Bei wieder steigenden Zinsen würde auch die Besteuerung der Leibrenten wieder zu einem höheren Anteil erfolgen.

Eine Minderheit lehnt die Vorlage ab. Sie ist der Ansicht, Leibrenten hätten an Bedeutung verloren und es wäre nicht verhältnismässig, eine solche Gesetzesänderung vorzunehmen. Die Arbeiten des Parlamentes sollten sich auf die Sanierung der ersten und der zweiten Säule, die für die Gesamtbevölkerung relevant sind, konzentrieren.

Die Mehrheit der Kommission bittet Sie, auf das Geschäft einzutreten und den Beschlüssen des Ständerates zuzustimmen.

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Votre commission a débattu de ce projet lors de sa séance du 5 mai 2022.

Le 26 septembre 2012, le groupe libéral-radical a déposé la motion 12.3814 "Mettre fin à la pénalité fiscale inhérente au pilier 3b. Imposer le rendement des avoirs lors de leur retrait et non les apports". Elle demandait que les assurances de rente rachetables du pilier 3b soient imposées sur la base de la part de rendement effective. Selon le texte de la motion, le rachat du vivant de l'assuré et la restitution en cas de décès étaient concernés. En revanche, les rentes périodiques devaient continuer à être imposées sur la base d'un taux de rendement forfaitaire.

Le 14 novembre 2012, le Conseil fédéral a proposé de rejeter la motion, essentiellement pour des raisons d'économies administratives. Dans son avis, il a toutefois laissé entrevoir

AB 2022 N 812 / BO 2022 N 812

la possibilité de revoir le montant du forfait pour l'imposition des rentes viagères en raison du faible niveau actuel du taux d'intérêts.

En tant que premier conseil, le Conseil national a approuvé la motion le 16 septembre 2014. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, en tant que commission consultative du second conseil, a suspendu le traitement de l'intervention le 26 janvier 2015, car elle voulait attendre le réexamen promis par le Conseil fédéral.

Le 29 novembre 2016, le rapport à l'intention de la commission du Conseil des Etats a été achevé. L'Administration fédérale des contributions est arrivée à la conclusion qu'en raison des faibles niveaux actuels des taux d'intérêt, la réglementation forfaitaire en vigueur, selon laquelle les prestations des assurances de rentes viagères sont imposables à 40 pour cent, ne peut plus être maintenue. En ce sens, la motion 12.3814 aborde un problème qu'il convient de résoudre en période de faible rémunération des capitaux. La question qui se pose est de savoir jusqu'où il faut s'écarter du statu quo entre équité et praticabilité. Dans son rapport, l'AFC a examiné trois solutions possibles: une réduction du montant de la part de rendement forfaitaire en l'adaptant au niveau actuel des taux d'intérêt, un changement de système complet par une imposition conséquent du rendement effectif, et enfin une combinaison de ces deux possibilités dans un système dual.

Le 18 juin 2018, la commission du Conseil des Etats s'est prononcée en faveur de la modification suivante du texte initial de la motion: "Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement une modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) qui prévoit que le rendement forfaitaire du capital sur toutes les prestations (prestations périodiques, rachat, restitution) liées aux rentes viagères et aux assurances de rentes viagères puisse être



adapté aux conditions de placement".

Dans son rapport au Conseil des Etats, elle a constaté qu'un calcul effectif selon un modèle de mathématique financière se rapportant à la capacité économique serait en soi la meilleure solution, car elle tiendrait compte des circonstances du cas d'espèce.

Elle est toutefois liée à une charge administrative plus importante et est notamment rejetée par les autorités cantonales d'exécution. La commission a donc estimé qu'il fallait opter pour une solution plus simple, fondée sur le système actuel, plus facile à mettre en oeuvre et pouvant être appliquée rapidement. Les deux conseils ont ensuite approuvé le texte modifié de la motion, qui a donc été transmis lors de la session de printemps 2019. Par décision du 3 avril 2020, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral des finances de mener une procédure de consultation sur la loi fédérale sur l'imposition des rentes viagères et des formes similaires de prévoyance.

La commission est entrée en matière sur le projet par 15 voix contre 4 et 3 abstentions. Elle se rallie aux arguments avancés précédemment, à savoir que les rentes viagères et les formes de prévoyance similaires du pilier 3b sont trop fortement imposées dans la situation actuelle des taux d'intérêt et qu'il est plus que temps d'adapter le niveau d'imposition. En outre, l'adaptation au niveau des taux d'intérêt est une solution flexible et appropriée. En cas de nouvelle hausse des taux d'intérêt, les rentes viagères seraient à nouveau imposées dans une proportion plus élevée.

Une minorité de la commission rejette le projet. Elle estime que les rentes viagères ont perdu de leur importance et qu'il ne serait pas proportionnel de procéder à une telle modification de la loi. Le nouveau modèle crée certes une équité individuelle, mais, en raison du contexte politique, elle ne souhaite pas entrer en matière sur le projet. Les travaux du Parlement doivent se concentrer sur l'assainissement des premier et troisième piliers, qui sont pertinents pour l'ensemble de la population.

Lors du vote sur l'ensemble, la commission a approuvé dans leur intégralité les décisions du Conseil des Etats par 19 voix contre 4 et une abstention. Je vous recommande d'en faire de même.

Wermuth Cédric (S, AG): Ich bitte Sie mit meiner Minderheit, zum jetzigen Zeitpunkt nicht auf diese Vorlage einzutreten. Weshalb?

Tatsächlich: Betrachtet man die Vorlage sehr eingeschränkt nur entlang der Frage, was sie für die Direktbetroffenen bringt, dann kann ihr nicht abgesprochen werden, dass sie im individuellen Fall mehr Gerechtigkeit bringt, weil die Besteuerung jetzt am effektiven Ertrag ausgerichtet wird. Die Frage ist aber: Ist diese Vorlage im politischen Kontext, so wie sie sich jetzt präsentiert, zu rechtfertigen? Dazu meinen wir aus den folgenden vier Gründen, dass dies etwas schwieriger ist.

Erstens geht es um eine doch sehr marginale Frage. Insgesamt sprechen wir von einem jährlichen Renten-volumen von etwa 1,5 Milliarden Franken, das ausbezahlt wird. Aufgrund der mangelhaften Datenlage war die Verwaltung nicht in der Lage, uns zu sagen, wie viele Personen dies betrifft. Klar ist aber, dass es nicht primär diejenigen Mitglieder unserer Gesellschaft sind, die in den nächsten Monaten auf eine Stützung ihrer geschwächten Kaufkraft angewiesen sein werden. Wer überhaupt in Betracht zieht, eine solche Police abzuschliessen, gehört in der Regel nicht zu den sozial Schwächsten unserer Gesellschaft. Dafür nehmen wir aber doch mehrere Dutzend Millionen Franken Ausfälle in Kauf. Dies geschieht in einem Kontext, in dem uns der Finanzminister vor wenigen Minuten erklärt hat, dass es dringend notwendig sei, bei all denjenigen Projekten zur fiskalischen Disziplin zurückzukehren, die jetzt nicht zentral seien. Man müsse das Geld dorthin leiten, wo es in der Folge der Ukraine-Krise zentral vonnöten sein werde. Es scheint uns schwierig, das der Bevölkerung zu erklären.

Zweitens kommt die Vorlage zu einem ungünstigen Zeitpunkt. Sie wurde primär mit dem tiefen Zinsniveau begründet. Das mag stimmen. Wir befinden uns jetzt aber – hoffentlich, sage ich zugegebenermassen – genau am Beginn einer Zinswende, d. h., das zentrale Argument, weshalb die Pauschalbesteuerung wegfallen sollte, ist zumindest für die nächsten Monate infrage gestellt.

Drittens, glaube ich, senden wir ganz grundsätzlich ein schwieriges Signal. Wir argumentieren hier, die Pauschalbesteuerung zu 40 Prozent sei eben pauschal und darum für die Betroffenen nicht gerecht. Das mag stimmen. Aber das ist für die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes jeden Tag die Realität. Sie zahlen 7,7 Prozent Mehrwertsteuer pauschal – je nachdem, was sie beziehen, ist es weniger -; sie bezahlen am Ende des Monats Krankenkassenprämien pauschal pro Kopf, völlig unabhängig davon, ob das im individuellen Fall gerecht ist oder nicht.

Das etwas Störende ist viertens, dass das Parlament hier für eine relativ kleine Minderheit, die es sich leisten kann, sehr schnell eine Lösung für individuelle Gerechtigkeit findet, während wir dort, wo es den grossen Teil der Bevölkerung betreffen würde, seit Jahren an Lösungen herumknorzen. Das ist der vierte Grund, warum



ich Ihnen empfehlen würde, im Moment nicht auf diese Vorlage einzutreten. Wir haben hier sehr schnell eine Lösung für die dritte Säule gefunden, die nach wie vor nur eine Lösung für eine kleine Minderheit in unserer Gesellschaft ist. Dort, wo es aber die Mehrheit betrifft, wo es wirklich wehtun wird, wenn wir in den nächsten Jahren nicht vernünftige Lösungen finden, nämlich in der ersten und zweiten Säule, bietet das Parlament der Mehrheit der Bevölkerung nicht wirklich rosige Aussichten. Im September werden Sie der Mehrheit der Bevölkerung vorschlagen, mehr Mehrwertsteuer zu bezahlen, nicht für mehr Renten, sondern am Ende, auf das Leben gerechnet, für weniger Leistungen, zumindest für die Frauen. Auch bei der zweiten Säule sieht es nicht so aus, als würden wir uns auf eine Lösung einigen können, die die Rentenmisere bei jenen mit tiefem Einkommen in den nächsten Jahren beheben würde.

In diesem Kontext halten wir es für politisch nicht angebracht, im jetzigen Moment für eine solch kleine Minderheit doch relativ gut betuchter Personen für eine Lösung, die in den nächsten Jahren an Bedeutung gewinnen würde, Einnahmeausfälle in Kauf zu nehmen.

Wir bitten Sie entsprechend, unserer Minderheit zu folgen.

AB 2022 N 813 / BO 2022 N 813

Ryser Franziska (G, SG): Eine angemessene und faire Besteuerung ist im Sinne der grünen Fraktion. Wir treten deshalb auf das Gesetz ein und unterstützen die vorliegenden Anpassungen. Wir erwarten aber gleichzeitig, dass solche Schieflagen nicht nur dort korrigiert werden, wo es um privates Sparkapital geht. Es hinterlässt doch einen schalen Beigeschmack, wenn im Bereich der privaten Vorsorge Reformen möglich sind und Mindereinnahmen verkraftet werden, während in der staatlichen Vorsorge ausgewogene Reformen auf sich warten lassen, und dies, obwohl davon wesentlich mehr Menschen betroffen sind.

Zur Einordnung ein Blick auf die Zahlen: Leibrenten werden nur von wenigen Leuten für ihre Vorsorge genutzt. Insgesamt wurde über die Säule 3b eine Rentenleistung von 1,2 Milliarden Franken ausbezahlt, während über die berufliche Vorsorge in der zweiten Säule allein Renten in der Höhe von 24,1 Milliarden Franken entrichtet wurden, zuzüglich knapp 10 Milliarden Franken bezogenes Kapital. Sie sehen, die Säule 3b deckt nur einen Bruchteil der Altersvorsorge ab. Es ist vor allem der mittlere und obere Mittelstand, der in eine freie Vorsorge in Form einer Säule 3b anlegt.

Wir teilen deshalb zum Teil die Kritik, die Kollege Wermuth mit seiner Minderheit angebracht hat. Es gibt andere Bereiche, die eigentlich sehr viel wichtiger wären, in denen die Besteuerungspraxis einer Reform bedarf. Dies ist beispielsweise eine pauschale Besteuerung bei den Krankenkassenprämien oder eine Reform auf dem Immobilienmarkt, wo in den vergangenen Jahren knapp 80 Milliarden Franken zu viel Mietzinsen verlangt wurden. Das sind Schieflagen, die sehr viel mehr Menschen betreffen als die pauschale Besteuerung der Leibrenten. Diese Probleme müssen wir angehen.

Gemessen daran behandeln wir heute also eigentlich ein kleines Problem. Lassen Sie es uns trotzdem beheben. Aber so, wie wir Grünen heute Hand bieten für die Reform der Besteuerung der Leibrenten, so erwarten wir auch, dass sich dieses Parlament mit demselben Engagement dafür einsetzt, andere Schieflagen im Bereich der Mieten und der Gesundheitsversorgung zügig anzugehen und zu korrigieren.

Landolt Martin (M-E, GL): Die Mitte-Fraktion wird auf diese Vorlage eintreten und anschliessend jeweils den Anträgen der Mehrheit und damit den Beschlüssen des Ständerates folgen.

Das Ziel dieser Vorlage ist eine Flexibilisierung der Besteuerung von Leibrenten. Die aktuelle Besteuerung entspricht nicht den Realitäten der jeweiligen Zinslage. Das hat konzeptionelle Ursachen, die genau mit dieser Revision behoben werden sollen. Mit einer Formel, zugegebenermassen einer etwas komplizierten, soll künftig sichergestellt werden, dass die Besteuerung nicht mehr pauschal stattfindet, sondern sich an den jeweiligen Marktgegebenheiten, sprich am Zinsniveau, orientiert. Das führt zu einer gerechteren Besteuerung. Das führt bei tiefen Zinsen zu einer tieferen Belastung der Steuerpflichtigen und damit zu weniger Steuereinkommen für den Staat. Bei höheren Zinsen hingegen ist mit Mehreinnahmen zu rechnen, da die steuerliche Belastung der betroffenen Leibrenten steigt. Es handelt sich also weder um eine Entlastung noch um eine Mehrbelastung, sondern um eine konzeptionelle Anpassung, die deutlich gerechter sein wird als die bisherige Lösung.

Es ist korrekt, dass nicht wahnsinnig viele Steuerpflichtige von dieser Vorlage betroffen sind, und es ist auch korrekt, dass die Bedeutung von Leibrenten im Rahmen der sogenannten Säule 3b auch schon höher gewesen sein mag. Das macht diese Frage aber, anders als es der Minderheitssprecher gesagt hat, nicht zu einer marginalen Frage. Denn es handelt sich hier insbesondere um Personen, die sich eigenverantwortlich um ihre private Vorsorge kümmern. Es ist nicht mehr als korrekt, diesen Personen eine gerechte und faire, eben marktkonforme Besteuerung zu sichern, egal, ob es viele oder wenige Personen betrifft.



Diese Vorlage ist ebenso korrekt wie gerecht. Deshalb unterstützt die Mitte-Fraktion die beantragten Anpassungen.

Burgherr Thomas (V, AG): Die SVP-Fraktion unterstützt diese Vorlage ebenfalls. Mit der Gesetzesänderung wird die Motion 12.3814, "Stopp der Steuerstrafe in der Säule 3b. Bei Kapitalbezug den Ertragsanteil statt die Kapitaleinlage besteuern", umgesetzt. Der Ständerat und der Nationalrat haben diesen Vorstoss 2018 und 2019 einstimmig gutgeheissen. Ziel der Vorlage ist es, die Besteuerung von Leibrenten flexibel den Anlagebedingungen anzupassen. Damit wird die zu hohe Besteuerung von Leibrenten beendet. Bei Leibrenten und Verpfändungen wird der steuerbare Ertragsanteil neu in Abhängigkeit von der Durchschnittsrendite zehnjähriger Bundesobligationen ermittelt. Zudem werden die Leistungen aus Leibrentenversicherungen nach Verrechnungssteuergesetz neu vom Versicherer jährlich via Eidgenössische Steuerverwaltung den kantonalen Steuerbehörden gemeldet. Dies verbessert die Kontrollmöglichkeit der Kantone.

Es geht hier ja lediglich um eine kleine technische Anpassung, wir haben es gehört. 40 Prozent der bezahlten Leibrenten aus der Säule 3b können heute von den Steuern abgezogen werden. Mit dem aktuellen Satz haben der Bund und die Kantone in den letzten Jahren eigentlich zu viele Steuern eingenommen, weil die Pauschale am Anteil des Kapitalertrags zu hoch angesetzt worden war. Sie wurde einmal berechnet, hat sich in der Zwischenzeit aber so verändert, dass sie seit einiger Zeit nicht mehr der Realität entspricht.

Mit der vorgeschlagenen Flexibilisierung beheben wir diesen Missstand und können auch zukünftige Entwicklungen bei den Anlagemöglichkeiten abbilden. Es ist eine Lösung, die sich am realen Kapitalmarkt orientiert und die realen Verhältnisse abbildet. Es wird nicht mehr eine starre, willkürliche Grenze gezogen. Wenn wir ehrlich sind, müssen wir sagen, dass diese Kapitalerträge in der Vergangenheit zu hoch besteuert wurden.

Es geht auch hier um eine rechtsstaatliche Frage. Es geht um eine korrekte Berechnung des Prozentsatzes. Diese Ehrlichkeit sollten wir hier an den Tag legen und dieser zukunftsgerichteten Lösung zustimmen. Mit der vom Bundesrat beantragten Anpassung wird der Prozentsatz in Zukunft der Realität näher kommen, und wir haben eine saubere und gerechte Lösung. Wie gesagt, es ist eine kleine technische Anpassung an die effektiven Verhältnisse, mit einer flexiblen Formel, die es ermöglicht, dass in Zukunft korrekt besteuert wird.

Walti Beat (RL, ZH): Vordergründig geht es bei dieser Vorlage, wie wir jetzt mehrfach gehört haben, um eine technisch komplexe Systemanpassung im Bereich der Besteuerung von Leibrenten und Leibrentenversicherungen gemäss Obligationenrecht bzw. Versicherungsvertragsgesetz.

Um es kurz zusammenzufassen: Eigentlich alle Vernehmlassungsteilnehmer und auch die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV) haben festgestellt, dass im Bereich der Leibrentenbesteuerung mit der heute geltenden Pauschalierung auf 40 Prozent der Rentenleistungen als steuerbares Einkommen seit Jahrzehnten eine eigentliche Überbesteuerung stattfindet. Dieser Umstand ist klar verfassungswidrig, er widerspricht dem Prinzip der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit und muss deshalb korrigiert werden.

Die heutige Debatte über das Eintreten haben wir allerdings dem ideologischen Starrsinn der Sozialdemokraten zu verdanken – ich kann es leider nicht anders sagen. Ihre negative Haltung bereits in der Vernehmlassung und auch die Ablehnung dieser Vorlage hier und heute beruht nämlich auf falschen Annahmen. Wir haben von ihnen gehört, dass die Leibrenten offensichtlich ein Instrument und damit ein Problem der reichen Geldsäcke seien, die sie nicht zu ihrer Klientel zählen bzw. die ihnen offenbar nicht am Herzen liegen. Diese Annahme ist einfach falsch. Sie hätten in der Kommission zuhören sollen. Leider ist der Minderheitssprecher auch jetzt nicht im Saal und kann auch jetzt nicht zuhören. Der Minderheitssprecher war Herr Wermuth, ihn sehe ich nicht.

Es ist nicht so, dass die Leibrenten ein Problem der Reichen wären. Wer nämlich sehr viele Mittel hat, ist nicht auf Leibrenten angewiesen, um sein Langlebigkeitsrisiko abzusichern. Reiche haben andere Instrumente. Natürlich haben Menschen ohne finanzielle Mittel nicht die Möglichkeit, Leibrentenversicherungen abzuschliessen. Deshalb sind die finanziell schlecht gestellten Steuerzahlerinnen und Steuerzahler von diesem Problem auch nicht betroffen. Es ist ein

AB 2022 N 814 / BO 2022 N 814

echtes Mittelstandsproblem, das schon lange andauert und hier gelöst werden soll.

Ich höre von der Minderheit, es handle sich um eine marginale Frage. Das kann mir die Zornesröte ins Gesicht treiben. Die Gerechtigkeit, auch wenn es um Steuergerechtigkeit geht, ist nie eine marginale Frage. Die genannten Rentenleistungen von über 1 Milliarde Franken belaufen sich auf rund 5 Prozent der Rentenleistungen, die aus der zweiten Säule entrichtet wurden – das ist nicht nichts, auch wenn es nicht eine Menge ist. Dass es, wie Herr Wermuth gesagt hat, ein ungünstiger Zeitpunkt sei und jetzt hier nur ganz schnell eine Lösung gefunden werden solle, kann ich wirklich nur als Polittheater abtun. Der Vorstoss, der hier umgesetzt wird, datiert aus dem Jahr 2012. Wenn Sie noch länger zuwarten wollen, sagen Sie doch einfach ehrlich, dass



Sie für dieses Problem keine Lösung wollen.

Es sei die falsche Priorität, wir müssten die Probleme in der ersten und zweiten Säule lösen, hören wir von denen, die genau diese Probleme gerne weg- oder kleinreden, wenn es um diese geht. Das merke ich mir gerne. Der finanzielle Impact dieser Reform ist derart klein, dass das wirklich nur ein vorgeschobenes Argument ist. Zum aktuellen Zeitpunkt geht es um etwa 10 Millionen Franken Bundessteuererträge, bei steigenden Zinsen können sich die Verhältnisse schnell auch in Mehrerträge umkehren. Also lassen Sie doch bitte Ihre falschen Annahmen fallen. Lösen Sie hier ein Problem, das überschaubar ist, was die Menge angeht. In seiner Grundsätzlichkeit ist es aber ein Problem, das gelöst werden will.

In der Sache ist die vorgeschlagene Lösung sehr tauglich. Es gibt zwar keine vollindividualisierte Optimierung für jede einzelne Situation, es gibt aber eine formelbasierte, deutliche Verbesserung, die auch in einem dynamischen Zinsumfeld zu sachgerechten Ergebnissen führt. Die Lösung ist auch praktikabel, weil die relevanten Werte, was Zinsen und steuerbare Rentenanteile angeht, von der ESTV respektive von den zuständigen betroffenen Versicherern jährlich publiziert werden und weder für die Steuerverwaltung noch für die Steuerpflichtigen eine grosse Herausforderung darstellen.

Aus all diesen Gründen empfehle ich Ihnen namens der FDP-Liberalen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und, da es auch keine inhaltlich abweichenden Minderheitsanträge gibt, dieser in der Gesamtabstimmung zuzustimmen.

Bendahan Samuel (S, VD): Il est intéressant de voir que, quand on parle de réforme pour le premier, le deuxième ou le troisième pilier, on ne fait pas les choses de la même façon. Quand on parle du premier et du deuxième pilier – le premier pilier concerne énormément de monde, le deuxième pilier concerne beaucoup de monde –, alors la logique est toujours la même: il faut faire des réformes. Mais ces réformes coûtent. Elles coûtent aux gens qui sont concernés par le premier et par le deuxième pilier. Elles coûtent des rentes, elles coûtent des prestations et elles rapportent à l'Etat.

Maintenant, on parle du troisième pilier. Et, comme par hasard, parce que les gens qui touchent ou qui investissent dans le troisième pilier sont plus riches, plus fortunés que ceux qui sont dans le premier et le deuxième pilier, on fait comme par hasard une réforme qui, cette fois-ci, coûte à l'Etat et rapporte aux personnes qui ont ce troisième pilier. Cette logique est toujours la même. C'est la même avec l'impôt anticipé, c'est la même avec le droit de timbre, c'est la même avec l'AVS, c'est la même avec les primes d'assurance-maladie: c'est toujours la même chose.

Quand ce sont des gens qui sont concernés, ce sont eux qui paient. Quand ce sont les plus riches qui sont concernés, c'est à eux que l'on donne. Et, pourtant, ils n'en ont pas besoin, parce que dans la société actuelle, avec le système actuel, sans faire ce genre de réforme, les personnes qui ont le plus d'argent sont déjà celles qui en gagnent encore le plus.

Alors, on va être honnête, on ne va pas dire que l'on ne peut pas réfléchir sur cette question. On ne va pas dire qu'il n'y a pas matière à discussion, d'ailleurs nous l'avons déjà dit lors des discussions au sein de la commission. Nous sommes prêts à entrer en matière pour élaborer un système plus juste. Mais nous ne sommes pas prêts à accepter cette injustice chaque fois que l'on fait une réforme pour améliorer un système: lorsqu'il s'agit du premier pilier, on fait payer les gens; lorsqu'il s'agit du troisième pilier, on dit qu'il s'agit d'une adaptation technique et que les quelque 50 millions que cela coûte à peu près – parce que l'on n'est pas exactement sûr de ces coûts –, eh bien, finalement, c'est très peu.

Nous proposons de ne pas entrer en matière sur cette transformation technique, quitte à le faire plus tard, lorsque nous discuterons des autres piliers, le premier et le deuxième. Nous proposons de dire que si nous avons cette logique, nous faisons des réformes en investissant pour les gens; et que si on veut le faire pour le troisième pilier, on le fait aussi pour les autres piliers.

Dans ce cas, nous serons tout à fait d'accord d'entrer en matière, parce que, il est vrai, le système actuel n'est pas forcément logique. Mais ce système n'est pas seulement illogique dans le troisième pilier, il l'est aussi dans le système de financement des primes d'assurance-maladie. Lorsque les gens doivent payer leurs primes d'assurance-maladie, quelle que soit leur situation, quel que soit leur niveau de fortune, quels que soient les investissements qu'ils ont faits, ils paient la même chose: c'est une prime par tête, même si l'on sait et s'ils savent qu'ils sont des malades chroniques. C'est aussi un système injuste et, pourtant, il ne fait crier personne des gens qui veulent faire cette réforme-là. On peut continuer encore longtemps à dresser la liste des injustices du système dans lequel nous vivons.

L'injustice principale, là-dedans, est assez simple: nous sommes sélectifs lorsque nous choisissons les injustices contre lesquelles nous voulons lutter. Nous trouvons qu'il n'est pas raisonnable, au vu du contexte du pouvoir d'achat difficile pour la plupart des gens, de dire: pour le pouvoir d'achat, on ne fait rien, n'aidons pas



les gens qui ont de la peine à joindre les deux bouts, mais à ceux qui peuvent se permettre un troisième pilier, à eux, on donne encore des dizaines de millions.

Nous proposons de ne pas entrer en matière cette fois-ci, et éventuellement de reporter la discussion au moment où nous accepterons de régler les problèmes de toute la population et pas seulement des personnes qui gagnent le plus.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Monsieur Bendahan, vous parlez des différences entre le premier, le deuxième et le troisième pilier. La différence fondamentale, c'est que le premier et le deuxième pilier sont financés par l'employeur et par l'employé, tandis que le troisième pilier est financé uniquement par la personne qui épargne. Donc il est normal que l'on diminue l'imposition de la rente selon le taux d'intérêt.

Bendahan Samuel (S, VD): J'avoue que j'ai un peu de peine à savoir où était la question, mais je vais quand même essayer de répondre à la question qui n'était pas là.

D'abord, ce n'est pas vrai que le financement des premier et deuxième piliers se fait sans intervention publique. En effet, on n'arrête pas de discuter de l'AVS, aussi en parlant de la possibilité d'y injecter des fonds publics, pourquoi pas des fonds de la BNS. Il est donc tout à fait imaginable que l'AVS ne soit pas financée uniquement comme vous le dites.

Pour ce qui est du troisième pilier, la réalité, c'est que c'est une forme de prévoyance. L'Etat renonçant à des recettes fiscales lorsque les gens décident de recourir à certaines formes de prévoyance, les fonds publics sont là aussi concernés.

Maurer Ueli, Bundesrat: Wir unterbreiten Ihnen eine Gesetzesänderung, die auf einen Vorstoss aus dem Jahr 2012 zurückgeht; das sind also genau zehn Jahre. Was wir mit dieser Gesetzesänderung anstreben, ist Steuergerechtigkeit. Wir haben festgestellt, dass die Empfänger einer Leibrente in der Vergangenheit viel zu viel Steuern bezahlt haben, weitab von der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Mit dieser Vorlage ändern wir diese Voraussetzungen. Im Moment haben Empfänger einer Leibrente 40 Prozent davon als Ertrag zu versteuern. Das ist längst nicht mehr gerecht, weil dieser Anteil mit dem Rückgang der Zinsen massiv gesunken ist. Wir sehen ein flexibles System vor.

AB 2022 N 815 / BO 2022 N 815

Insgesamt werden noch etwa 1,2 Milliarden Franken an Leibrenten ausbezahlt. Die Auszahlungen sind stark rückläufig, weil mit der Einführung der zweiten Säule der Wunsch nach einer dritten Säule stark zurückgegangen ist. Es ist auch nicht so, wie das der Sprecher der Minderheit angeführt hat, dass hier vor allem reiche Leute betroffen sind. Es dürften im Gegenteil mittelständische Leute sein, vielleicht sogar Kleinverdiener. Um dem Staat nicht zur Last zu fallen, haben sie eine eigenverantwortliche Lösung gesucht und sozusagen in eine eigene Rente einbezahlt.

Es entspricht der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit, diese Änderung hier so vorzunehmen, wie der Bundesrat Ihnen das vorschlägt. Es ist zwar eine komplizierte Formel, die aber einfach anzuwenden ist. Sie schafft Steuergerechtigkeit in der Säule 3b, die im Moment nicht gegeben ist. Die Steuerausfälle betragen etwa 10 Millionen Franken für den Bund und etwa 35 Millionen Franken für die Kantone. Man darf aber nicht von Steuerausfällen sprechen. Das sind Beträge, die der Staat eigentlich zu Unrecht erhoben und eingezogen hat.

Mit dieser Vorlage schaffen wir wieder Gerechtigkeit. Es spielt auch keine Rolle, wie viele Personen davon betroffen sind. Es ist Aufgabe des Bundesrates und des Parlamentes, Steuergerechtigkeit zu schaffen und die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit zu berücksichtigen. Die Bedeutung von Leibrenten nimmt tendenziell weiter ab. Trotzdem ist es angezeigt, dass wir dieser Gesetzesänderung zustimmen. Man kann es auch nicht vergleichen mit anderen Steuern, die erhoben werden. Tatsache ist, dass Bezüger von Leibrenten in der Vergangenheit zu viel bezahlt haben und wir mit dieser Vorlage Steuergerechtigkeit schaffen.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten, ihr zuzustimmen und den Nichteintretensantrag abzulehnen.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Wermuth auf Nichteintreten ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.077/24968)

Für Eintreten ... 131 Stimmen

Dagegen ... 37 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Bundesgesetz über die Besteuerung von Leibrenten und ähnlichen Vorsorgeformen
Loi fédérale sur l'imposition des rentes viagères et des formes de prévoyance similaires

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 21.077/24969)

Für Annahme des Entwurfes ... 148 Stimmen

Dagegen ... 37 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.

Schluss der Sitzung um 18.50 Uhr

La séance est levée à 18 h 50

AB 2022 N 816 / BO 2022 N 816